



N° 16 – 13 novembre 2018

A la Une

Décrets encadrant la nouvelle gouvernance de la formation professionnelle

Deux projets de décrets présentés le 9 novembre dernier au Cnefop fixent un cadre resserré aux opérateurs de compétences et à France Compétences. L'État tient une place prépondérante au sein de la nouvelle instance nationale de régulation et l'agrément des opérateurs de compétences est soumis à de nouveaux critères ([Le Quotidien de la formation](#), 7 novembre).

Formation - Apprentissage

Travail et emploi : validation par l'Assemblée nationale de la baisse de 2 milliards d'euros du budget 2019

Ce budget critiqué par les oppositions comme n'étant « pas à la hauteur », est justifié par la ministre du Travail par, notamment, l'extinction progressive du dispositif de la prime à l'embauche dans les PME, la baisse des contrats aidés, les suppressions de postes chez l'opérateur public Pôle Emploi et à l'Afpa en plein « projet de transformation » ([AFP](#), 9 novembre).

Présentation des 1^{ers} lauréats de « l'appel à projets 100 % Inclusion » du Plan d'investissement dans les compétences

Le 6 novembre, Muriel Pénicaud accompagnée de Jean-Marie Marx, Haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, et de Éric Kayser, Président du jury, a dévoilé le nom des premiers lauréats de l'appel à projets 100 % Inclusion. Le but est de promouvoir les projets les plus innovants en matière d'inclusion des personnes les plus vulnérables et d'expérimenter de nouvelles approches depuis la remobilisation jusqu'à l'accès à l'emploi ([Ministère du Travail](#), 6 novembre).

Les ralliements aux futurs Opcos se précisent

L'Opcos Cohésion sociale a été choisi par la quasi-totalité des branches jusqu'ici couvertes par Uniformation. Toutefois, les souhaits des branches de rejoindre tel ou tel Opcos seront soumis à l'approbation finale du gouvernement ([Le Quotidien de la formation](#), 8 novembre).

Fin octobre, les partenaires sociaux ont désigné le FAF.TT comme opérateur de compétences de la branche du travail temporaire ([Gestion sociale](#), 2 novembre).

CPF : lancement d'un espace pour les organismes de formation

Le 8 novembre, la ministre du Travail a réuni des organismes de formation pour leur présenter la réforme de la formation professionnelle et les inviter à participer aux travaux du nouveau CPF dont la mise en œuvre est confiée à la Caisse des Dépôts. En 2019, le CPF va profondément évoluer, possibilité sera alors offerte aux usagers de choisir, réserver et acheter en ligne les formations. Les organismes de formation sont donc invités à se rendre sur le site www.of.moncompteformation.gouv.fr afin de participer à une enquête, participer dès janvier aux groupes d'échanges inter organismes de formation dans les régions, tester les fonctionnalités de la base d'offres, etc. ([Journal de la réforme](#), 9 novembre).

Communiqué intersyndical sur la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle

La CFE-CGC a publié, le 8 novembre, sur son site [un communiqué](#). Selon les partenaires sociaux, malgré des « innovations, fruit d'un travail commun », ils « constatent que les projets de décrets ne tiennent pas tous compte, à ce stade, de certaines de leurs principales préoccupations » et préviennent qu'ils seront donc particulièrement « vigilants au cours des prochaines étapes du déploiement de la loi, pour assurer notamment une meilleure prise en compte de leurs demandes par l'Etat dans les prochains projets de décrets d'application ».

Secteurs - Entreprises

Lancement d'une mission sur l'emploi et le tourisme

Frédérique Lardet, députée de Haute-Savoie, a été nommée pour mener une étude sur les moyens d'optimiser le potentiel touristique d'emploi dans le secteur et d'adapter la formation des salariés aux exigences des entreprises et des clientèles en vue de la préparation du prochain Comité Interministériel du Tourisme en mars 2019 ([L'Echo touristique](#), 31 octobre).

Région-Europe

Lorraine : L'apprentissage s'exporte à l'international

Le pôle formation des industries technologiques de Lorraine s'est engagé dans un partenariat avec la Chine afin de partager son savoir-faire pour accompagner le développement des entreprises françaises. Ce modèle d'apprentissage devrait être décliné en Inde et en Côte d'Ivoire dans les mois à venir. ([Tic&+](#), 6 novembre).

Semaine européenne des compétences professionnelles

Du 5 au 9 novembre 2018 se déroulait la 3^e édition de la [Semaine européenne des compétences professionnelles](#) (SECP) permettant à des millions de personnes de découvrir les avantages de l'éducation et de la formation professionnelle. Pour clôturer la semaine, la commissaire chargée de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, Marianne Thyssen, a annoncé les lauréats du Prix d'excellence de l'EFPP en 2018. ([Commission européenne](#), 9 novembre)

A lire

[Petit guide de l'action européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels](#), Commission européenne, 2018

[What future for vocational education and training in Europe ? Cedefop looks beyond today's planning horizon](#), Cedefop, 7 novembre 2018

[Indice européen des compétences du CEDEFOP: le nouvel outil d'élaboration de politiques éclairées](#), Cedefop, 2018



Rédaction Département Documentation : Emmanuelle Herpin, Stéphane Héroult, Laurence Le Bars, Catherine Quentric, Brice Ravet

ressources@centre-inffo.fr

©Centre Inffo 2018

Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions.

Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession